



DOSSIER : N° DP 083 153 25 00066 M01

Déposé le : 15/10/2025

Dépôt affiché le : 16/10/2025

Demandeur : SAS TOTEM FRANCE représentée par

monsieur PAPIN Thierry / SAS EIFFAGE ENERGIE

SYSTEMES représentée par madame FERRÉ Manon

Nature des travaux : le réaménagement de la sécurité

sur la terrasse (ajout d'un bardage métallique autour

de la terrasse) , l'installation d'antennes sur des mâts

auto stables et la création d'un accès aux antennes 5G

en sécurité collective (de plain-pied)

Sur un terrain sis à : 5 route du cap cépet, immeuble

le bellevue à SAINT-MANDRIER-SUR-MER (83430)

Référence(s) cadastrale(s) : 153 AL 69

ARRÊTÉ 2025 - 565
de non-opposition avec prescriptions à une déclaration préalable
modificative
au nom de la commune de SAINT-MANDRIER-SUR-MER

Le maire de la commune de SAINT-MANDRIER-SUR-MER,

VU la déclaration préalable modificative présentée le 15/10/2025 par la SAS TOTEM FRANCE représentée par monsieur PAPIN Thierry et SAS EIFFAGE ENERGIE SYSTEMES représentée par madame FERRÉ Manon,

VU l'objet de la déclaration :

- pour le réaménagement de la sécurité sur la terrasse (ajout d'un bardage métallique autour de la terrasse) , l'installation d'antennes sur des mâts auto stables et la création d'un accès aux antennes 5G en sécurité collective (de plain-pied) ;
- sur un terrain situé 5 route du cap cépet, immeuble le bellevue à SAINT-MANDRIER-SUR-MER (83430) ;
- sans surface de plancher créée ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L 421-1 et suivants ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles R.421-9 et R.421-17 ;

VU le code de l'urbanisme, notamment ses articles L.332-6-1, L.332-8 et L.332-15 ;

VU le plan local d'urbanisme approuvé par délibération du conseil municipal en date du 27/11/2017, modifié et approuvé le 27/03/19 ;

VU la carte d'aléa retrait-gonflement des argiles dans le département du Var ;

VU le décret 2010-1255 du 22 octobre 2010 portant délimitation des zones de sismicité du territoire français ;

VU le Porter à Connaissance de l'aléa submersion marine en date du 28/04/2017 et le Porter à Connaissance complémentaire en date du 13/12/2019 ;

VU l'arrêté préfectoral IAL du 06/08/2014 relatif à l'information des acquéreurs et des locataires de biens immobiliers sur les risques naturels, miniers et technologiques majeurs ;

VU la déclaration préalable initiale n° DP 0831532500066 accordée en date du 24/07/2025 ;

VU l'avis d'ENEDIS en date du 22/10/2025 ;

CONSIDERANT que le projet prévoit le réaménagement de la sécurité sur la terrasse (ajout d'un bardage métallique autour de la terrasse), l'installation d'antennes sur des mâts auto stables et la création d'un accès aux antennes G en sécurité collective (de plain-pied) sur un terrain situé en zone UCb du plan local d'urbanisme ;

ARRÊTE

Article 1

Il n'est pas fait opposition à la déclaration préalable modificative susvisée conformément aux plans annexés, sous réserve du droit des tiers et du respect des prescriptions mentionnées à l'article 2.

Article 2

- Les prescriptions antérieures restent applicables.

Article 3

En application de l'article R. 462-1 du code de l'urbanisme, à l'achèvement des travaux, le bénéficiaire de l'autorisation d'urbanisme adresse au maire de la commune la Déclaration Attestant l'Achèvement et la Conformité des Travaux (DAACT).

SAINT-MANDRIER-SUR-MER, le 123 OCT. 2025
Le maire,

Gilles VINCENT



Informations importantes :

- La commune est concernée par le risque retrait-gonflement des sols argileux. La carte du retrait gonflement des argiles relative à la commune ainsi que l'arrêté préfectoral relatif à l'information des acquéreurs et des locataires des biens immobiliers sur les risques naturels et technologiques majeurs sont annexés au PLU (pièce 28 -3). Une étude géotechnique et une étude de structure sont recommandées afin de déterminer les meilleures parades à la manifestation de ces phénomènes.
- L'intégralité du territoire communal étant située dans une zone de sismicité de niveau 2, sont applicables les dispositions du décret n°2010-1255 du 22 Octobre 2010. L'arrêté du 22 octobre 2010 fixe notamment les règles de construction parasismiques applicables aux bâtiments de la classe dite « à risque normal » en application de l'article R.563-5 du code de l'environnement. Ce document est l'annexe 2B-4 du PLU.

- La présente autorisation ne présume pas d'une autorisation de la copropriété. Si les travaux ont un impact sur les parties communes ou l'aspect extérieur de l'immeuble, le copropriétaire devra obtenir l'autorisation de la copropriété.

LRAR 88000126738246N

LRAR 88000126738245P

Les délais et voies de recours sont mentionnés à la suite.

La présente décision est transmise au représentant de l'Etat dans les conditions prévues à l'article L.2131-2 du code général des collectivités territoriales. Transmission le :

27 OCT. 2025

INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT - INFORMATIONS - A LIRE ATTENTIVEMENT

Le (ou les) demandeur(s) peut contester la légalité de la décision dans les deux mois qui suivent la date de sa notification. A cet effet il peut saisir le tribunal administratif territorialement compétent (5 rue Racine – 83000 Toulon) d'un recours contentieux. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site internet www.telerecours.fr

Durée de validité de l'autorisation :

Conformément à l'article R.424-17 du code de l'urbanisme, l'autorisation est périmée si les travaux ne sont pas entrepris dans le délai de 3 ans à compter de sa notification au(x) bénéficiaire(s). Il en est de même si, passé ce délai, les travaux sont interrompus pendant un délai supérieur à une année. EN cas de recours, le délai de validité de l'autorisation est suspendu jusqu'au prononcé d'une décision juridictionnelle irrévocable.

L'autorisation peut être prorogée par périodes d'une année si les prescriptions d'urbanisme, les servitudes d'urbanisme de tous ordres et le régime des taxes et participations n'ont pas évolué. Vous pouvez présenter une demande de prorogation en adressant une demande sur papier libre, accompagnée de l'autorisation pour laquelle vous demandez la prorogation, au moins deux mois avant l'expiration du délai de validité.

Le (ou les) bénéficiaire de l'autorisation peut commencer les travaux après avoir :

-installé sur le terrain, pendant toute la durée du chantier, un panneau visible de la voie publique décrivant le projet. Le modèle de panneau, conforme aux prescriptions des articles A.424-15 à A. 424-19, est disponible à la mairie, sur le site internet urbanisme du gouvernement ainsi que dans la plupart des magasins de matériaux.

ATTENTION : l'autorisation n'est définitive qu'en l'absence de recours ou de retrait :

-dans le délai de 2 mois à compter de l'affichage sur le terrain, sa légalité peut être contestée par un tiers. Dans ce cas, l'auteur du recours est tenu d'en informer le (ou les) bénéficiaire(s) de l'autorisation au plus tard 15 jours après le dépôt du recours.

-dans le délai de 3 mois après la date de l'autorisation, l'autorité compétente peut la retirer, si elle l'estime illégal. Elle est tenue d'en informer préalablement le (ou les) bénéficiaire(s) de l'autorisation et de lui permettre de répondre à ses observations.

L'autorisation est délivrée sous réserve du droit des tiers : elle a pour objet de vérifier la conformité du projet aux règles et servitudes d'urbanisme. Elle n'a pas pour objet de vérifier que le projet respecte les autres réglementations et les règles de droit privé. Toute personne s'estimant lésée par la méconnaissance du droit de propriété ou d'autres dispositions de droit privé peut donc faire valoir ses droits en saisissant les tribunaux civils, même si l'autorisation respecte les règles d'urbanisme.

Les obligations du (ou des) bénéficiaire(s) de l'autorisation :

Il doit souscrire l'assurance dommage-ouvrages prévue par l'article L.242-1 du code des assurances.

